

CIRAD

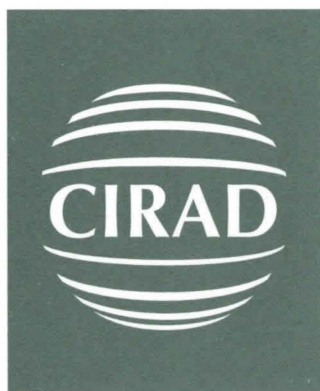
**DÉPARTEMENT ÉLEVAGE
ET MÉDECINE
VÉTÉRINAIRE**

**DÉPARTEMENT DES
SYSTÈMES AGRO-
ALIMENTAIRES ET RURAUX**

NOUVELLE-CALÉDONIE

PROVINCE DES ÎLES

**S E R V I C E D U
D É V E L O P P E M E N T
E C O N O M I Q U E**



**ÉTUDE DE LA DIVERSITÉ, DE L'ÉVOLUTION ET DE
L'INSERTION DANS L'ÉCONOMIE MARCHANDE DES
SYSTÈMES DE PRODUCTION MÉLANÉSIENS
TRADITIONNELS DANS LA PROVINCE DES ÎLES
LOYAUTÉ (P.I.L) DE NOUVELLE-CALÉDONIE.**

*Propositions pour un programme de recherche
en socio-économie*

Rapport de mission

*Mission financée par la
Province des Îles*

Doc SAR n° 93/93

**Pierre-Marie BOSC
CIRAD-SAR**

**Philippe LHOSTE
CIRAD-EMVT**

Décembre 1993



**ETUDE DE LA DIVERSITÉ, DE L'ÉVOLUTION ET DE L'INSERTION DANS L'ÉCONOMIE
MARCHANDE DES SYSTÈMES DE PRODUCTION MÉLANÉSIENS TRADITIONNELS DANS LA
PROVINCE DES ILES LOYAUTÉ (P.I.L.) DE NOUVELLE-CALÉDONIE.**

Propositions pour un programme de recherche en socio-économie

Pierre-Marie BOSC, CIRAD-SAR et Philippe LHOSTE, CIRAD-EMVT

RAPPORT DE MISSION EN NOUVELLE-CALÉDONIE DU 7 AU 25 NOVEMBRE 1993

Mission financée par la Province des Iles
Nouvelle-Calédonie

Décembre 1993

PLAN DU RAPPORT

RÉSUMÉ

SYNTHÈSE GÉNÉRALE DE LA MISSION

1. OBJECTIFS ET DÉROULEMENT DE LA MISSION (VOIR ANNEXES 1 & 2)

2. ELÉMENTS DE DIAGNOSTIC SUR LES PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

2.1. ELÉMENTS DU CADRE ÉCONOMIQUE GLOBAL DES ÎLES LOYAUTÉ

2.2. PRÉSENTATION SUCCINCTE DES ACCENTUATIONS DES SYSTÈMES DE PRODUCTION AGRICOLE ENTRE LES ÎLES

2.3. ELÉMENTS DE DIAGNOSTIC SUR LES DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT DES ÎLES LOYAUTÉ

2.3.1. UNE AGRICULTURE EN PRISE DIRECTE AVEC LES STRUCTURES D'ENCADREMENT DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

2.3.2. UNE AGRICULTURE INDÉPENDANTE DES STRUCTURES D'ENCADREMENT DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

2.4. LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET ORGANISATIONNEL

2.4.1. UNE STRUCTURATION SOCIO-PROFESSIONNELLE TRÈS INÉGALE

2.4.2. FAIBLESSE DU DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

2.4.3. STRUCTURE FONCIÈRE ET SOCIO-POLITIQUE

2.5. ELÉMENTS DE DIAGNOSTIC THÉMATIQUE

2.5.1. LES MODALITÉS DU DÉVELOPPEMENT

2.5.2. LES SYSTÈMES DE PRODUCTION

2.5.3. LES MODÈLES TECHNIQUES

3. PROPOSITIONS

3.1. HYPOTHÈSES DE TRAVAIL ET THÉMATIQUE

3.2. ORIENTATIONS MÉTHODOLOGIQUES

3.3. MONTAGE POSSIBLE

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES CONSULTÉES

ANNEXES

- 1. Termes de références de l'étude*
- 2. Calendrier et personnes rencontrées*
- 3. Cartes*

RÉSUMÉ

Le diagnostic rapide des processus de développement agricole dans les îles Loyauté en Nouvelle-Calédonie permet de proposer un cadre de travail pour une recherche en socio-économie du développement.

Les hypothèses qui sous tendent ce travail sont les suivantes.

Les systèmes de production et leurs logiques de fonctionnement sont mal connus des services du développement économique. De ce fait, les interventions de ces services touchent une minorité de producteurs de type "moderniste" laissant de côté la grande majorité des producteurs. Ces interventions ne paraissent pas sans risques du fait des modèles techniques qui sont préconisés et des conditions d'application de ces techniques dans des milieux d'atolls coralliens très fragiles au plan écologique. Ces risques se manifestent aux plans économique (très forte dépendance des subventions), social (rupture plus ou moins forte avec les systèmes socio-économiques) et environnemental (inadaptation des techniques aux contraintes dominantes du milieu physique).

Il paraît donc important dans une perspective opérationnelle de mieux cerner le fonctionnement des systèmes de production "traditionnels" dans le cadre de la société calédonienne afin de proposer des éléments de réponse aux questions suivantes.

- Comment caractériser la diversité, l'évolution et l'insertion dans l'économie marchande des systèmes de production mélanésiens traditionnels dans la Province des Iles Loyauté ?
- Comment expliquer les échecs et les succès des projets agricoles soutenus par la Province ?
- Comment mieux intégrer les populations dans la conception et la mise en oeuvre de projets de développement ?

MOTS-CLÉS : Nouvelle-Calédonie ; Iles Loyauté ; Système de production ; Logiques de fonctionnement ; Processus de développement ; Projets de développement.

SYNTHÈSE GÉNÉRALE DE LA MISSION

La mission a été effectuée à la demande du service de Développement économique de la Province des Iles Loyauté de Nouvelle-Calédonie pour lancer le projet de recherche développement intitulé: "**Approche globale de l'agro-écosystème par l'analyse des pratiques des agriculteurs**" préparé conjointement par la Province et le CIRAD-EMVT Nouvelle-Calédonie. Sur la base d'un rapide diagnostic du développement rural dans les îles, il s'agissait surtout de définir une démarche globale et une méthodologie d'approche pour améliorer l'efficacité des interventions tout en respectant un environnement particulièrement fragile.

Le cadre économique et agricole global des îles Loyauté est bien particulier et nous n'en soulignerons que quelques traits saillants.

- * Les activités primaires, pêche et agriculture, ne sont pas dominantes dans le milieu insulaire dont l'économie est fortement marquée par les influences extérieures (transferts sociaux notamment).
- * Pour diverses raisons, les activités agricoles auraient fortement diminué au cours de la dernière décennie; l'importance de ce phénomène souligné par les chiffres du RGA est difficile à chiffrer avec précision en raison d'une connaissance insuffisante des statistiques de production, consommation et des flux entrant et sortant.
- * A Ouvéa, la plus petite des trois îles, les systèmes de production agricoles sont fondés sur le cocotier et la production de coprah; les potentialités de la pêche, très grandes pour les trois îles, sont particulièrement intéressantes à Ouvéa en raison de l'absence de "gratte" provoquée par la toxine *Ciguatera*,
- * A Maré et Lifou, l'agriculture est plus développée et fondée sur les tubercules et les racines ainsi que sur le développement de spéculations plus récentes telles que les fruits et le maraîchage,
- * Le tourisme, pour lequel les îles Loyauté possèdent de grandes potentialités, apparaît à la majorité de nos interlocuteurs comme une priorité de développement, mais pas à n'importe quel prix,
- * Le système foncier relève totalement de la tradition mélanésienne et il est à l'origine d'un certain nombre de blocages; une réflexion opérationnelle est lancée avec les responsables coutumiers, politiques et techniques.

L'action des services de développement a eu notamment pour effet de faire apparaître deux types d'unités de production agricole:

- * les "promoteurs" qui ont bénéficié de l'appui technique et financier des services de développement constituent un groupe minoritaire innovant à partir d'une base technique de type moderniste. Les systèmes de production visés s'inspirent d'une

logique d'intensification pour une production commerciale : pépinières, maraîchage, vergers (avocats, agrumes, litchis,...), élevages améliorés intensifiés (porcs, volailles, bovins viande, caprins). Ces divers projets sont loin de réussir tous et ils comportent des **risques économiques, sociaux, techniques et environnementaux**.

* une agriculture plus traditionnelle fondée sur la technique de défriche-brulis et centrée sur la production de l'igname et d'autres cultures vivrières; porcs et volailles et, dans un moindre mesure caprins et bovins, font partie de ces systèmes de production traditionnels; certaines productions, tels les ignames de chef, jouent un rôle important dans la coutume (offrandes rituelles, etc.)

Cette agriculture demeure assez mal connue des services techniques; par exemple, sa participation à l'économie marchande n'est pas négligeable mais pas évaluée.

Différentes questions sont posées à l'issue de ce diagnostic rapide; elles concernent:

- les modalités du développement,
- le choix des unités de production bénéficiant de l'appui,
- les modèles techniques promus.

La démarche proposée consiste à tenter de mieux appréhender **la diversité des situations**, entre tribus, entre unités de production familiale et à mieux analyser **les évolutions et les logiques de fonctionnement** de ces unités de production (trajectoires, projets, stratégies,...); l'hypothèse est en effet qu'une meilleure connaissance de la demande et des dynamiques sociales est nécessaire pour asseoir une politique de développement adaptée aux besoins réels.

Pour atteindre ces objectifs, le montage opérationnel prévu initialement n'est pas adéquat car il nous paraît nécessaire de prévoir une continuité dans l'action sur une période de temps significative. L'implication pendant trois ans d'un jeune chercheur en sciences sociales, dans le cadre d'un travail de thèse, permettrait d'assurer cette continuité et l'approfondissement souhaités. Pour une meilleure connaissance des déterminants socio-économiques et culturels du développement, une spécialisation en **sociologie du développement** paraît adaptée et conforme aux souhaits de nos partenaires de la Province des îles Loyauté. Au plan CIRAD, ce profil constituerait également un renforcement thématique considérable dans une situation où l'approche technique seule ne paraît pas suffisante pour résoudre l'ensemble des problèmes posés.

1. OBJECTIFS ET DÉROULEMENT DE LA MISSION (VOIR ANNEXES 1 & 2)

Cette mission, effectuée à la demande du Service de Développement Economique (SDE) de la Province des Iles Loyauté (PIL) de Nouvelle-Calédonie, vise à initier un programme de recherche développement dans cette province, intitulé :

"Approche globale de l'agro-écosystème par l'analyse des pratiques des agriculteurs"

Le document de référence (Mars 1993) produit par le CIRAD Nouvelle-Calédonie (Département Elevage) et la Province des Iles est produit en Annexe 1 ; il définit les grandes lignes et le calendrier de l'action prévue. Cette première mission a pour objectif principal le lancement du projet sur la base d'un diagnostic rapide (permis par l'étude des acquis et une rapide enquête dans les trois îles) et la définition d'une démarche globale et d'une méthodologie.

Le programme de travail de la mission a été préparé et coordonné avec beaucoup d'efficacité par Michel SALAS (CIRAD-EMVT, Port Laguerre) et Christian CORNIAUX (CIRAD-EMVT, Ile de Maré).

Nous produisons à l'Annexe 2 le calendrier de la mission et la liste des personnalités rencontrées. Ce calendrier traduit une parfaite organisation d'un temps de mission limité, avec notamment :

- des séances d'information et de restitution à Port Laguerre en début et fin de mission, avec une assistance élargie (CIRAD et PIL) ;
- des temps d'information, de consultation et de documentation à Nouméa entre les visites dans les îles ;
- des visites dans les trois îles principales : Ouvéa, Maré et Lifou avec là encore une programmation préalable effectuée par nos collègues du CIRAD et leurs partenaires de la PIL.

L'accueil et les conditions de travail ont été en tous points remarquables. Nous tenons à remercier à ce titre très chaleureusement tous nos collègues du CIRAD qui nous ont aidé dans ce travail et tout particulièrement, H. CALVEZ, D. DULIEU et M. SALAS ainsi que nos guides dans les îles :

- Jean-Paul DANFLOUS (CIRAD) et Jack WADRAWANE (PIL) à Ouvéa,
- Christian CORNIAUX (CIRAD) et Jean-François NOSMAS (PIL) à Maré,
- Olivier ROBINET (PIL) à Lifou.

2. ELÉMENTS DE DIAGNOSTIC SUR LES PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

2.1. ELÉMENTS DU CADRE ÉCONOMIQUE GLOBAL DES ILES LOYAUTÉ

Le contexte économique et institutionnel des Iles Loyauté est marqué par une récente mais profonde intégration des populations à l'économie monétaire et aux échanges marchands. Cependant, contrairement à d'autres situations, cette intégration ne s'est pas réalisée de manière dominante à travers l'insertion de l'agriculture mélanésienne insulaire aux échanges marchands.

L'économie monétaire s'est plus particulièrement développée au cours du siècle dernier, à partir de l'intensification des contacts avec les émissaires européens qui se sont successivement intéressés aux Iles Loyauté pour des mobiles religieux (prosélytisme et concurrence des missions protestantes et catholiques) ou commerciaux (exploitation du bois de santal, emploi des loyaltiens comme marins dans les diverses expéditions de pêche, émigration vers les plantations de canne à sucre du Queensland). Dans son ouvrage sur les contacts culturels des Loyaltiens avec l'extérieur au cours de la seconde moitié du XIXème siècle, Howe (1977) note en particulier "l'enthousiasme que montrèrent les indigènes pour voyager et aller travailler hors de leurs îles, leur ardeur et leur habileté à commercer avec les européens...". Cette insertion par le travail s'est poursuivie par la suite en fonction notamment du développement sur la Grande Terre : développement du secteur tertiaire à Nouméa dont de nombreux loyaltiens ont pu tirer profit du fait de l'éducation dispensée par les missions, boom du nickel dans les années 1970...

Actuellement, l'économie des îles demeure fortement marquée par le poids économique de l'extérieur : émigration pour la recherche de revenus salariaux sur la Grande terre et sur Nouméa en particulier, transferts sociaux (retraites, aides liées à la provincialisation), artisanat (maçonnerie...), services et développement d'un salariat lié à la fonction publique provinciale, ce dernier type d'activité étant plus développé sur Lifou du fait de la localisation de la plus grande partie de l'administration provinciale.

On aurait donc tort de considérer les activités primaires (pêche et agriculture) comme des activités économiques dominantes dans le milieu insulaire. Les activités agricoles ont un poids économique relativement marginal dans l'économie des îles. Néanmoins, la politique régionale et, depuis 1990, la politique de la Province, sont à l'origine de la mise en place d'incitations pour le développement de projets économiques et notamment dans le domaine de l'agriculture et de la pêche. Des subventions sont accordées à des "promoteurs" à partir de la présentation d'un dossier technique et économique ayant reçu l'aval des services du développement économique.

Si les activités agricoles et de pêche sont peu importantes dans l'économie des îles, elles ne sont pas pour autant négligeables, mais force est de constater la difficulté de cerner l'importance de ces activités. Cela concerne le domaine de la production primaire mais également celui des échanges entre les îles, et entre les îles et la Grande Terre.

Selon les informations du Recensement Général Agricole de 1991, les activités agricoles auraient fortement diminué au cours de la dernière décennie. Cette diminution serait plus marquée en ce qui concerne la production de vivrier avec des accentuations différentes selon les îles : diminution des cocoteraies à Lifou et à Ouvéa, diminution des productions maraîchères à Maré, par exemple. Cependant, ces informations paraissent sujettes à caution et ne sont pas confirmées de manière univoque par nos observations et entretiens.

Le rapport du Séminaire d'Hapétra en 1992 signale la difficulté d'apprécier les effets de ces projets sur la production agricole compte tenu des déficiences du système statistique. Dans ce cadre dominé par le flou statistique qui entoure les données sur la production, la consommation ainsi que les exportations et les importations, on se limitera à des hypothèses et à des appréciations pour l'essentiel qualitatives.

2.2. PRÉSENTATION SUCCINCTE DES ACCENTUATIONS DES SYSTÈMES DE PRODUCTION AGRICOLE ENTRE LES ÎLES

Ouvéa est la plus petite des trois îles principales qui composent les Iles Loyauté (132 km² et environ 3 500 habitants). Le recensement (RGA, 1991) annonce 533 exploitations agricoles avec environ 6 personnes par exploitation. Seulement 3,4 % de ces exploitations (RGA, 1991) seraient alors considérées comme "*marchandes*". Cette proportion augmente vraisemblablement depuis la relance de la filière coprah et l'organisation de la collecte pour l'huilerie coopérative d'Ouvéa.

Maré compte environ 640 km² et le recensement de la population indique une population de 5 600 habitants. Le recensement agricole estime à 800 environ les exploitations agricoles avec une proportion de 10% d'exploitations qualifiées de "*marchandes*". **Lifou** est la plus grande avec une superficie (1 200 km²) qui est le double de celle de Maré, la population qui y est recensée s'élève à 8 700 habitants.

Au plan géologique ces îles sont d'anciens récifs coralliens émergés. L'émergence inégale et incomplète du récif d'Ouvéa lui confère cet aspect particulier en forme d'arc de cercle avec un immense lagon à l'ouest. Sur les îles les processus pédologiques ont donné lieu à la formation de sols peu épais et peu développés majoritairement composés de rendzines, de sols bruns calcaires, de sols ferralitiques oxydiques allitiques et de lithosols.

Les pluviosités annuelles varient sur les Iles Loyauté entre 1 300 et 1 700 mm. Compte tenu de leur position par rapports aux alizées, le climat est qualifié de "*tropical océanique*" avec cependant des températures relativement fraîches, en particulier sur Maré.

Les milieux physiques des îles ont en commun leur très grande fragilité. Cette fragilité est essentiellement liée à la nature des sols dont la fertilité repose sur l'exploitation de la matière organique que contiennent les horizons superficiels. Une fois cette matière organique utilisée, la très grande faiblesse des capacités d'échange des sols (très peu argile et un complexe absorbant réduit) ne permet pas d'envisager plusieurs années de culture : pulvérulence et sensibilité à l'érosion éolienne, pas de capacité de rétention de l'eau, formation de croûtes avec une irrigation gravitaire, non fixation des engrais minéraux... En bref, un processus de déstructuration du sol s'engage qui milite en faveur de méthodes de

culture fondées sur le développement d'une protection végétale du sol : mulch et agroforesterie.

A **Ouvéa**, les systèmes de production agricoles sont fondés sur le cocotier et la production de coprah ; les autres cultures sont mineures et leur développement rendu difficile par des conditions physiques extrêmement défavorables. Les sols sont très peu développés et les superficies réellement aptes à l'agriculture itinérante sont très réduites. Par endroits la nappe saumâtre affleure. Seul le cocotier parvient à valoriser ce type de milieu avec des sols très squelettiques, les variétés cultivées présentant des caractères certains de rusticité. L'élevage¹ demeure modeste malgré l'impulsion donnée par les services du développement économique.

A **Maré** et à **Lifou**, l'agriculture de rente repose sur la production de tubercules et racines (igname, patate douce et taro) et sur le développement de nouvelles spéculations de rente (avocat, litchis, agrumes...). Les productions vivrières sont majoritairement issues des systèmes fondés sur la pratique de la défriche-brulis à partir de la forêt primaire ou de recrues forestières² de plus de dix ans en général. Les nouvelles spéculations de rente sont développées dans des structures de production "modernes" dont le développement est impulsé par les services du développement économique de la Province. A **Lifou**, il semblerait que les productions vivrières de rente soient en diminution alors que dans certaines situations à **Maré**, on observerait une dynamique positive sur le développement du vivrier de rente, ce qui semble en contradiction avec les résultats du recensement général agricole de 1991.

Contrairement à Ouvéa le cocotier est minoritaire sur Maré et sur Lifou et ne fait pas l'objet d'une exploitation commerciale, il est utilisé dans l'alimentation des porcs locaux qui sont l'objet d'un élevage dans quasiment toutes les unités de production familiales.

La pêche et le tourisme paraissent, en dehors des emplois dans le tertiaire, les principaux pourvoyeurs d'emploi sur les îles ; les responsables et les élus locaux misent sur leur développement pour relancer l'économie locale marquée par le sous-emploi et les difficultés d'insertion des jeunes et parfois des moins jeunes.

Les potentialités de la pêche sont particulièrement importantes et intéressantes autour des trois îles et plus particulièrement au niveau du lagon d'Ouvéa qui comprendrait une ressource halieutique de 60 000 tonnes qui peut être exploitée sans inconvénient au niveau

¹ Sur l'île d'Ouvéa, le recensement (RGA, 1991) indique 330 bovins, 2 700 porcs, 2 400 caprins, 8 500 volailles ; ce qui représente environ : 0,1 bovin par habitant, près d'un porc et d'un caprin par habitant et 3 volailles par habitant. Les proportions par habitant sont très certainement supérieures compte tenu de l'émigration et du fait que les nombreux émigrés loyaltiens sont recensés comme résidents sur les îles.

² Après défriche de la forêt primaire, la culture d'igname est installée pour un cycle, elle est suivie par un système d'associations d'espèces diverses qui composent le "*jardin mélanésien*" (plantain, manioc, maïs, patate douce, taro, tomates, piments..) et épuisent la fertilité libérée par le brûlis. Ensuite le recru forestier s'installe et évolue vers une forêt xérophile moins dense. Cette évolution a été étudiée sur Lifou et sur Maré par l'ORSTOM, les résultats sont publiés pour Lifou (Jaffré, 1990).

de 1 000 tonnes par an (ORSTOM). Les poissons d'Ouvéa ne transmettent pas les toxines qui provoquent la *ciguatera*, ce qui place bien cette île vis-à-vis d'exportations destinées à la Grande Terre ou aux autres îles (Lifou ou Maré). L'équipement des pêcheurs a progressé grâce notamment à de nombreux "projets" récents dans le cadre de la régionalisation puis de la provincialisation. Les projets de pêche ont fait l'objet d'études approfondies³ ce qui n'a pas été le cas des projets agricoles. Cet équipement est actuellement sous-utilisé et l'écoulement de la production est freiné par la faiblesse de l'organisation de la profession et un manque de maîtrise de la filière "froid" : stockage frigorifique et transport sous froid, bien qu'une partie du poisson parte congelé par bateau ou avion. Ce secteur présente des potentialités intéressantes sur Ouvéa mais aussi sur les autres îles où le marché est loin d'être saturé.

Après les difficultés des années 1988-1989, de nouvelles perspectives paraissent s'ouvrir pour le développement du tourisme sur les Iles Loyauté. La majorité des responsables, des élus et de la population semble souhaiter un développement du tourisme. Le mouvement est engagé, diversement selon les îles et inégalement selon les zones. Récemment des crédits ont été accordés par la Province pour la réhabilitation de gîtes touristiques sur Ouvéa, l'amélioration et le développement d'autres infrastructures sur Maré et sur Lifou.

Il semble cependant que ce développement du tourisme ne s'accompagne pas actuellement d'un effet d'entraînement très visible sur les activités agricoles notamment. La culture culinaire mélanésienne pourrait être mieux valorisée au niveau de ces structures d'accueil et créer ainsi un débouché relativement sûr et régulier pour les productions locales.

2.3. ELÉMENTS DE DIAGNOSTIC SUR LES DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT DES ILES LOYAUTÉ

De manière très schématique, il est possible de distinguer deux grands types d'agriculture en fonction de leur référentiel technique et de leurs relations avec les opérateurs du développement.

Un nombre relativement réduit d'unités de production a développé des relations étroites avec les services du développement et s'est engagé dans une voie que l'on pourrait qualifier rapidement de "moderniste", fondée sur l'utilisation de techniques intensives.

D'autres unités de production -la majorité- sont relativement isolées par rapport aux services techniques et produisent de manière apparemment assez faible pour le marché, les bases techniques de ces unités de production reposent sur le recours à la jachère comme mode privilégié de reproduction de la fertilité.

³ Voir notamment I. Leblic, M.-H. Teulières-Preston, et E. François pour une analyse socio-économique et anthropologique des projets d'appui au développement de la pêche artisanale.

2.3.1. UNE AGRICULTURE EN PRISE DIRECTE AVEC LES STRUCTURES D'ENCADREMENT DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

De manière plus importante qu'à Ouvéa où les projets productifs agricoles concernent essentiellement le développement de l'élevage et la construction de mini fours pour sécher le coprah, on observe sur Maré et sur Lifou un développement important de projets à l'initiative de la Province qui reprend la dynamique engagée sous l'administration régionale par l'ADRAF.

L'essentiel des projets concerne un groupe minoritaire d'agriculteurs qui développent des systèmes de cultures maraîchères intensives, des vergers (avocat, agrumes...) et des élevages intensifs. Le modèle technique intensif qui est préconisé et développé dans le cadre de ces projets⁴ s'adresse à des unités de production de type moderniste, en rupture technique avec le système de mise en valeur agricole en vigueur dans les Iles Loyauté.

Ces projets sont animés par des producteurs individuels, qualifiés de "promoteurs" par les services du développement économique. Ces producteurs fonctionnent selon une démarche essentiellement individuelle, parfois mise en oeuvre de manière conflictuelle avec leur milieu d'origine.

Ils ont généralement connu une rupture par rapport à ce milieu par le biais de l'émigration et l'obtention d'un emploi salarié reposant ou non sur la possession d'un certain niveau d'étude. Cette rupture par rapport au milieu est renforcée dans certains cas par des voyages à l'extérieur de la Grande Terre (Australie, Nouvelle-Zélande, Europe...). De retour dans le milieu, ces producteurs disposent généralement de sources de revenus relativement stables provenant de retraites, pensions ou d'activités d'entrepreneurs qui sont menées parallèlement au projet agricole. Du fait de leurs expériences passées, ces producteurs sont, en règle générale, mieux à même de maîtriser ou d'avoir accès aux procédures technico-administratives parfois complexes qui sont le passage obligé pour l'attribution des aides provinciales.

Les techniques mises en oeuvre dans le cadre de ces projets requièrent des investissements relativement élevés, le recours à des intrants et très souvent à la motorisation qui impliquent des dépenses monétaires élevées. En regard de ces coûts d'établissement et de fonctionnement relativement élevés, les performances techniques de ces structures de production apparaissent très variables. Au premier abord, elles dépendent de nombreuses variables qu'il est difficile d'identifier de manière exhaustive et qui se combinent pour fournir au cas par cas des éléments d'appréciation sur l'efficacité de ces entreprises. Selon les cas on passera d'une gestion extensive de moyens de production destinés à la mise en oeuvre d'un modèle technique intensif à une gestion techniquement plus performante de ce même type de modèle. Il ne semble pas se dégager de tendance d'échec ou de succès plus prononcé entre les projets de développement des activités

⁴ motorisation, fertilisation chimique, irrigation, traitements phytosanitaires, utilisation de races améliorées et d'aliments du bétail importés, création de pâturages améliorés par défriche totale de la forêt primaire...

agricoles et les projets de développement de l'élevage : on trouve dans les deux cas des projets présentant des degrés de réussite variables.

Parmi les facteurs favorables expliquant le relatif succès de certains projets on peut identifier :

- le statut économique des producteurs par le biais des autres sources de revenus qui peuvent être mobilisés et qui sont également une garantie vis à vis des organismes de crédit,
- la position politique dans un contexte où les affiliations sont marquées et connues,
- le statut social des producteurs et notamment leur position favorable en matière d'accès au foncier et quant à la pérennité de ce droit. Souvent présentés comme des "propriétaires fonciers" ou du moins comme des responsables de clans pouvant revendiquer une maîtrise foncière relativement pérenne, ces producteurs jouissent d'une certaine sécurité foncière qui leur permet d'investir dans des infrastructures (clôtures pour le bétail...) ou des projets productifs marquant le paysage de manière pérenne (vergers, bâtiments...)⁵,
- l'accès à l'eau pour l'irrigation est un facteur déterminant tant pour les projets maraîchers que pour les vergers,
- la situation par rapport aux débouchés sur les Iles mais également en fonction des opportunités du marché de Nouméa,
- la proximité du conseil technique est également un facteur important ; certaines unités de production apparaissent relativement performantes et présentent de très grandes aptitudes à incorporer les éléments techniques nouveaux proposés par les services de développement.

Inversement, ces mêmes facteurs interviennent comme éléments explicatifs de situations de performances modestes au regard des investissements monétaires et techniques consentis par certains promoteurs. On se trouve alors typiquement dans des situations d'utilisation extensive de moyens de production intensifs.

Des stratégies individuelles et claniques de marquage foncier peuvent clairement prendre le pas sur l'utilisation plus intensive d'un outil de production que l'on ne cherche pas à valoriser au maximum. Le développement d'un élevage bovin performant par une gestion appropriée des ressources pastorales améliorées et d'équipements pour la gestion de ces

⁵ Par rapport à la question foncière, la situation est suffisamment complexe et parfois conflictuelle pour que nous ne nous risquions pas à des appréciations hâtives. C'est très certainement un élément fondamental des stratégies individuelles mais aussi collectives des unités de production et des clans. C'est aussi un thème central de réflexion et de débat des autorités coutumières, politiques et des responsables du développement (voir le rapport du Colloque d'Hapétra, 1992).

pâturages peut ne pas constituer un objectif prioritaire pour un éleveur "propriétaire foncier" qui joue par ailleurs un rôle dominant au plan politique, économique et social. La proximité du conseil technique et la capacité à nouer le dialogue avec les techniciens apparaissent alors moins déterminantes que les autres éléments explicatifs d'une utilisation sous-optimale des moyens de production.

Entre 1985 et 1990, 827 projets ont bénéficié d'une aide des pouvoirs publics et depuis 1990, 235 projets ont été aidés. Le bilan apparaît mitigé au plan des résultats quantitatifs : *"près de 25% de ces projets fonctionnent. Le taux d'échec est de 62%, alors que 13% sont en cours de réalisation"*. Une certaine disparité apparaît cependant entre les îles : *"le taux de réussite est très élevé à Maré avec 42% des projets financés, moyen à Lifou avec 24% et faible à Ouvéa avec 9%"* (Province des Iles, 1992). Au bilan, il n'existe cependant pas de diagnostic qualitatif faisant le point sur les raisons qui expliquent les succès et les échecs de ces projets. Les éléments schématiques explicatifs que nous avons avancés ne peuvent être considérés que comme des hypothèses et des pistes partielles pour la réflexion. Nul doute qu'une évaluation des projets (échecs et réussites) serait utile pour éclairer les choix de la Province en matière de politique de développement. Cette évaluation apparaît d'autant plus nécessaire qu'à certains égards les choix techniques des projets soutenus par la Province ne paraissent pas dénués de risques. Les atolls surélevés qui constituent le substrat géologique des Iles Loyauté sont en effet des milieux fragiles (sols fragiles, lentille d'eau douce...) sur lesquels les techniques intensives peuvent avoir des effets négatifs, voire destructeurs. Une étude plus approfondie devrait permettre également de mieux préciser le niveau des risques courus. Ces risques sont perceptibles aux plans sociaux, économiques, techniques et environnementaux.

Les risques économiques apparaissent liés au niveau élevé des investissements et des dépenses de fonctionnement (intrants, matériel agricole...) qu'implique le modèle technique adopté dans le cadre des projets. Le recours massif aux subventions et aux emprunts rend financièrement et économiquement risquées de telles entreprises. De plus, le niveau élevé des subventions conduit à formuler des interrogations quant à la réelle viabilité économique de tels projets. De tels risques apparaissent en outre fortement majorés par les incertitudes liées à l'étroitesse des marchés et à la variabilité des prix qui en résulte. Sur ces marchés, essentiellement dominés par le marché de gros de Nouméa, les producteurs des Iles Loyauté se trouvent en plus en compétition avec les producteurs des environs de Nouméa qui, outre les avantages liés à la proximité du marché, peuvent se prévaloir d'un acquis technique et économique qui les situe en position de force par rapport aux nouveaux agriculteurs insulaires. C'est le cas notamment des projets relatifs au développement d'une production maraîchère intensive sur les îles.

Les risques sociaux sont particulièrement importants dans le cadre de projets visant le développement de l'élevage et des vergers. Ces deux types d'activités paraissent générer des situations sensibles voire conflictuelles par rapport au contexte foncier. La plantation de vergers et l'établissement de zones de pâturages délimitées par des clôtures rentrent en contradiction directe avec les modalités habituelles d'accès au foncier. L'accès aux terres de culture ne semble pas être limitant (faible occupation de l'espace, redevance symbolique) dans la mesure où l'occupant se consacre à des cultures annuelles qui ne marquent pas l'espace. Actuellement, les projets d'arboriculture et de développement de l'élevage ne semblent avoir de bonnes chances de succès et surtout de pérennité que dans le cas de

producteurs bénéficiant d'une certaine sécurisation quant aux droits d'accès au foncier. Pour les autres, le caractère non sécurisé de l'accès au foncier apparaît comme un élément fortement dissuasif et qui peut se révéler conflictuel dans le cas où les promoteurs de projets vont jusqu'à l'épreuve de force avec les "propriétaires fonciers".

Les risques techniques et environnementaux sont particulièrement importants dans la mesure où le substrat des Iles Loyauté est formé par des récifs coralliens émergés sur lesquels les sols sont relativement peu épais, pauvres chimiquement, très filtrants et inégalement répartis dans l'espace. Les récifs coralliens constituent eux mêmes un substrat poreux. En outre, sur Maré et sur Lifou, l'alimentation en eau potable et d'irrigation dépend de l'exploitation d'une lentille d'eau douce, approvisionnée par les eaux de pluies. Sur Ouvéa, du fait de la structure géologique -atoll basculé et semi-émergé- cette lentille d'eau n'existe pas, ce qui exclut le recours à l'irrigation pour des fins agricoles. L'utilisation massive d'engrais et de l'irrigation dans un milieu filtrant -les sols ne sont pas en mesure de retenir les éléments nutritifs- n'est pas sans poser de nombreux problèmes techniques et environnementaux dans la mesure où la qualité de l'eau de la lentille doit être préservée pour son usage alimentaire.

La mise en exploitation permanente et intensive de ces milieux pose de sérieux problèmes agronomiques de maintien des capacités productives. Des orientations de recherche originales devraient émerger pour chercher et proposer des systèmes innovants fondés sur une gestion de la matière organique et de l'eau qui permette de préserver ces sols fragiles.

2.3.2. UNE AGRICULTURE INDÉPENDANTE DES STRUCTURES D'ENCADREMENT DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Cette agriculture qui concerne la majorité des unités de production dérive des systèmes de culture fondés sur la pratique de la défriche-brûlis et basés sur la production de l'igname comme culture centrale de premier cycle sur défriche. Les techniques de production sont exclusivement manuelles, sans recours aux intrants et la reproduction de la fertilité est assurée par des recrues arborées de plus ou moins longue durée.

L'unité de production est centrée sur la famille nucléaire avec une répartition des pointes de travail sur les membres d'autres unités de production relativement proches (clan, tribu, relations de proximité...).

La participation de ces unités de production à l'économie agricole marchande par la production de vivrier de rente est plus ou moins forte selon les cas (igname, patate douce, taro). Elle se manifeste par une spécialisation de plus en plus marquée des parcelles qui peuvent tendre dans certains cas vers la culture pure.

Ces systèmes sont également marqués par une forte composante d'autoconsommation qui se manifeste plus particulièrement à partir des productions du "jardin" qui succède au champ d'igname.

L'utilisation agricole des sols dans le cadre des modes de mise en valeur fondés sur la pratique de la défriche brûlis tient compte de la fragilité agro-écologique de ces milieux

coralliens même si des évolutions défavorables peuvent être observées. En général, les sols sont utilisés au maximum pendant deux trois cycles culturaux répartis sur deux années calendaires puis laissés en repos pendant un période d'au moins dix ans.

Actuellement, compte tenu des densités de population relativement faibles sur les îles, ce mode d'exploitation des ressources ne paraît pas engendrer de difficultés majeures mais, sans information sur l'importance quantitative de cette agriculture et de son évolution probable à court et moyen terme, il est difficile de porter une appréciation sur les perspectives à moyen terme. Selon le RGA ce type d'agriculture aurait fortement régressé. Sur Maré, il est possible d'avancer un chiffre qui se situerait entre 50 et 100 unités de production tirant une part importante sinon dominante de leurs revenus de l'activité agricole à destination du marché, ce qui représenterait 6 à 12% des exploitations selon les chiffres du RGA.

D'une manière générale, on constate que cette agriculture demeure mal connue ce qui ne facilite pas la tâche des services d'encadrement. Au flou statistique qui entoure les productions et les flux, s'ajoute une méconnaissance de ces systèmes de production qualifiés de "traditionnels" alors que cette dénomination semble recouvrir une grande variété de situations en prise plus ou moins directe avec l'économie agricole marchande. Il semblerait nécessaire, afin de mieux cibler les actions des services du développement économique, de mieux connaître cette agriculture et d'en préciser les perspectives d'évolution.

Cette agriculture, si elle paraît pour l'instant moins risquée que l'agriculture de type "moderniste", n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes.

Sa viabilité dépend étroitement du rapport entre la population et les ressources, des modalités d'accès à ces ressources et de leur évolution. On ne sait actuellement pas de manière fondée quelle sera cette évolution à court et moyen terme. Dans certaines parties des îles et sur Maré notamment, des jeunes, récemment mariés, accèdent à la terre pour amorcer une production agricole vivrière marchande du fait des prix élevés qu'atteignent ces vivriers sur le marché, mais il est actuellement difficile d'estimer l'importance quantitative de ce mouvement. S'il devait s'amplifier, ce mode de mise en valeur fondé sur la défriche brûlis rencontrerait rapidement ses propres limites du fait des processus de "secondarisation" de la végétation qu'il induit -on passe d'une forêt sempervirente à un recru forestier xérophile- sans que l'on sache cependant de manière précise quelle est l'évolution de la fertilité des sols associés à ces évolutions de végétation.

Du fait de la méconnaissance actuelle de ces systèmes, ils sont très peu pris en compte par le processus actuel de développement qui est engagé de manière très volontariste par les services du développement économique de la Province et par la recherche agricole. Cela pose en outre le problème du mode d'intervention de ces services et de la recherche qui pour l'instant ne paraissent pas disposer des outils méthodologiques appropriés pour aborder les problèmes posés par le développement des communautés rurales des îles.

2.4. LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET ORGANISATIONNEL

2.4.1. UNE STRUCTURATION SOCIO-PROFESSIONNELLE TRÈS INÉGALE

Cette structuration socio-professionnelle repose sur des bases très diverses, elle est inégalement fonctionnelle et plus ou moins en prise avec les problématiques de développement ; elle est en outre inégalement répartie sur les trois îles. Les réseaux sociaux qui fondent ces structures socio-professionnelles formelles ou émergentes sont variés : partis politiques, missions religieuses, mouvement associatif..., ces réseaux se recoupant plus ou moins partiellement. On citera par exemple l'Association des Jardins du Nord, le Syndicat des Producteurs de Maré qui regroupent les agriculteurs "modernistes" de Maré. Leur dynamisme se manifeste essentiellement par l'organisation d'opérations promotionnelles pour les produits agricoles de l'île au niveau de grandes surfaces à Nouméa en court-circuitant ainsi le marché de gros. Sur cette base de recherche de débouchés communs, ces opérations débordent le cadre des associations et regroupent à la fois les agriculteurs modernistes et les producteurs de produits vivriers de rente. Ce type d'opération contribue à créer auprès des consommateurs une image positive des productions agricole de l'île notamment en ce qui concerne leurs qualités gustatives, ce qui semble correspondre à la réputation qu'ils ont déjà, notamment pour les fruits et légumes de Maré.

La coopérative Nedehu de Lifou fonctionne sur la combinaison des activités d'importation de produits manufacturés et agricoles et d'exportation des produits agricoles des îles entre celles-ci et la Grande Terre. Les magasins situés dans les centres urbains des îles sont relayés au niveau des tribus par des antennes qui ont cependant une fonction dominante de distribution des produits importés. Cette coopérative poursuit cependant une réflexion opérationnelle pour spécialiser certains producteurs en fonction des débouchés sur le marché de Nouméa. A ce niveau là non plus, il n'est pas possible de disposer d'informations permettant d'avoir une idée des volumes de production agricole exportée. Il semble cependant que ces volumes exportés sur la Grande Terre ne soient pas considérables, l'essentiel des bénéfices de cette coopérative paraissant provenir des activités de commercialisation des produits importés.

En particulier à Lifou, les activités associatives paraissent avoir une certaine importance et dans certains cas des retombées en matière de développement. Les réflexions sur les méthodes de développement, la concertation avec les populations au niveau des tribus et certaines actions très concrètes qui en découlent (développement des techniques de production de la vanille et élaboration de pratiques agro-forestières à Lifou par exemple) sont relativement déconnectées des interventions de la Province en matière de développement du fait notamment de ses modalités d'intervention.

2.4.2. FAIBLESSE DU DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

L'inégal développement des marchés de produits agricoles locaux et des boutiques de commercialisation des produits importés au profit de ces derniers traduit la très forte extraversion de l'économie des îles. Les marchés des produits locaux sont relativement réduits au niveau des "grands" centres et il existe dans les tribus de petits marchés de proximité mais dont l'importance demeure limitée. Des efforts sont actuellement faits pour promouvoir le développement des marchés qui prennent la forme d'infrastructures et de

mécanismes de régulation (fixation des prix locaux en fonction des informations du marché de gros à Nouméa). L'initiative est publique ou privée.

Les marchés des îles sont dépendants des prix pratiqués sur Nouméa qui représente l'essentiel de la consommation de produits agricoles du Territoire. Cependant, les mécanismes de fixation des prix de vente des produits agricoles ne sont pas homogènes sur les îles et se font selon des modalités variables selon les situations.

Est souvent évoquée la possibilité de satisfaire le marché intérieur des îles par un développement de la production insulaire. Si une telle option apparaît séduisante au premier abord, il semble que sa mise en oeuvre concrète rencontre certaines difficultés pratiques. Ces difficultés paraissent provenir premièrement de l'étroitesse et du caractère relativement atomisé et irrégulier de la production et deuxièmement du décalage qui semble exister entre les exigences des consommateurs salariés en matière de qualité et présentation des produits et les caractéristiques des produits agricoles locaux. Le marché du porc à Lifou est saturé par le seul élevage porcin "moderne" lorsque celui-ci vend un animal par semaine.

Toutefois, la période des mariages (juin-septembre) est l'occasion d'une importante circulation de produits agricoles. Ces produits sont consommés au cours des cérémonies qui rassemblent les loyaltiens et sont également redistribués. Cette circulation met en jeu des volumes importants plus ou moins monétarisés selon les cas.

2.4.3. STRUCTURE FONCIÈRE

Il est extrêmement difficile de se faire une idée des problématiques foncières à travers une aussi courte mission. La complexité des problèmes fonciers, le caractère souvent conflictuel des questions foncières dès qu'il s'agit de pérenniser l'occupation du sol et évoquer les inégalités foncières sont au centre des enjeux du développement agricole. Reste que les questions foncières sont revenues souvent au cours des discussions que nous avons eues avec des personnes ayant des statuts et occupant des fonctions très différentes au sein des sociétés insulaires. D'après les éléments que nous avons pu percevoir, ils semblerait que la structure foncière repose sur l'articulation d'un pouvoir politique sur les hommes avec un pouvoir sur le sol, ces deux pouvoirs étant exercés par des personnages différents. Ce système foncier paraît fortement inégalitaire, que cette maîtrise s'exerce au niveau des individus ou au niveau clanique. Cependant, l'accès à des terres de culture ne semble pas donner lieu à des redevances monétairement significatives (symbolique) et ne paraît pas poser problème tant que la mise en exploitation ne donne pas lieu à des implantations pérennes (arbres, bâtiments, clôtures...).

La structure foncière demeure le domaine de la tradition orale et jusqu'à présent les stratégies offensives et défensives des différents clans - "propriétaires" ou demandeurs-paraissent se baser sur l'opacité et le caractère négociable de cette tradition orale. Pour les premiers fixer des limites sur une carte revient à indiquer clairement l'étendue maximale de leur domaine et offre prise à des projets de réallocation foncière ; pour les seconds, cela revient à entériner un état de fait sur lequel il sera peut être difficile de revenir par la suite. L'état d'incertitude relative qui marque l'appropriation foncière masque donc probablement des situations contrastées que les différents clans espèrent remettre en question en tirant profit de situations démographiquement favorables. On peut faire l'hypothèse que cette

opacité, si elle paraît défavorable à court terme aux clans pauvres en terre, leur laisse néanmoins la perspective de renégocier une nouvelle répartition si les conditions démographiques et politiques se modifient en leur faveur.

La nécessité de clarifier certaines situations potentiellement conflictuelles et de sécuriser le développement de certaines activités économiques ont conduit, notamment au niveau de Lifou (district du Wetr et du Gaïca), les responsables coutumiers et les élus à engager une réflexion opérationnelle sur ces questions.

2.5. ELÉMENTS DE DIAGNOSTIC THÉMATIQUE

2.5.1. LES MODALITÉS DU DÉVELOPPEMENT

Les modalités d'intervention des services du développement conduisent à la prise en compte d'un nombre limité de producteurs ayant à la fois les capacités financières d'entreprendre des projets à forte composante monétaire (investissements et dépenses de fonctionnement) et la possibilité d'entrer en contact avec les services du développement économique et aller jusqu'au montage des dossiers. Ces projets sont d'essence individuelle et ne prennent généralement pas en compte les structures socio-économiques rurales. Ce faisant, les individus "promoteurs" peuvent se retrouver en porte à faux s'ils n'ont pas négocié auparavant l'insertion de leur projet dans l'environnement social. Ces situations sont d'autant plus délicates que le projet en question comporte une inscription spatiale (élevage, vergers...). On constate donc un décalage certain entre le souci de la Province de promouvoir le développement économique et un mode d'intervention qui isole ses interventions de la majorité des insulaires. Ces constats rejoignent les interrogations évoquées lors du Colloque d'Hapetra en 1992 au niveau de la commission "Développement local" : "Comment associer la population à la prise de décision en matière de développement économique ?". Cette question paraît être d'actualité au moment où sortent les nouvelles orientations en matière de soutien aux projets. En effet, de manière schématique, les nouveaux projets ne seront soutenus financièrement par les aides provinciales que s'ils concernent des activités présentant une certaine "surface économique", c'est à dire si la demande de subvention dépasse un million de francs CFP. On semble donc aller vers une concentration de l'aide au développement vers un nombre encore plus limité d'entrepreneurs. Si l'on comprend tout à fait le souci de la Province de concentrer les efforts financiers sur des activités et des projets économiquement solides, on peut s'interroger sur de nouvelles modalités de développement non exclusives des modalités actuelles mais qui prendraient mieux en compte les aspirations des populations au niveau des tribus. On a pour l'instant, l'impression d'un processus de développement peu intégré et fort peu approprié par les populations.

2.5.2. LES SYSTÈMES DE PRODUCTION

Dans des systèmes différents de ceux mis en oeuvre par les "promoteurs", on peut faire l'hypothèse de l'existence sur les îles, et à des degrés divers sur chacune d'elles, d'un certain nombre d'unités de production fortement orientées vers la production pour le marché. Ces unités de production ne sont actuellement pas prises en compte par les services du développement économique, leurs besoins en matière de recherche ne sont pas connus.

Ce secteur agricole vivrier marchand apparaît pourtant de manière plus ou moins explicite dans les discours sur l'agriculture des îles et se manifeste clairement lors des manifestations promotionnelles de vente des produits agricoles insulaires -et notamment de Maré- sur la Grande Terre. Ce secteur est pourtant innovant et dynamique. On a pu constater, même si cela reste à confirmer par une étude plus approfondie, qu'à partir du modèle typique de l'agriculture mélanésienne dominé par la satisfaction des besoins domestiques et les exigences sociales s'est développée une agriculture vivrière marchande dont les bases techniques reposent sur la pratique de la défriche-brûlis. Il semble impératif de mieux connaître ce secteur de la production agricole pour plusieurs raisons. Premièrement, il apparaît numériquement non négligeable à l'échelle de l'agriculture des îles Loyauté. Deuxièmement, il est innovant à partir d'une base technique maîtrisée par les populations: large gamme variétale sur l'igname en particulier, diversification vers la production marchande de semences pour certains producteurs, connaissance précise des exigences des plantes cultivées... Troisièmement, pour être durable ce type de mise en valeur exige des superficies importantes ce qui est aujourd'hui compatible avec les faibles densités démographiques actuelles. La méconnaissance de ces systèmes de production et de leur évolution prévisible empêche toute réflexion concertée sur la gestion des espaces nécessaires et l'éventuelle adaptation, voire évolution de ces systèmes vers des formes plus agro-forestières comme c'est le cas dans certaines situations (District du Wetr à Lifou).

2.5.3. LES MODÈLES TECHNIQUES

On peut s'interroger sur l'adaptation des modèles techniques choisis aux contraintes particulières de ces milieux coralliens fragiles et aux potentialités limitées. De manière générale, on peut être surpris par le choix de l'intensif dans des situations agricoles caractérisées par des densités de population très faibles (entre 5 et 10 habitants au km²).

Les entreprises de maraîchage intensif rencontrent toutes des problèmes de fertilité après une mise en oeuvre de courte durée : perte de matière organique entraînant un effondrement structural caractérisé par la pulvérulence des sols sous culture maraîchère intensive. Dans ce contexte de dégradation rapide de la matière organique, le recours au travail du sol motorisé contribue à amplifier les processus de dégradation.

La conduite intensive sous irrigation des vergers implique de recourir à de fortes doses d'engrais chimique et de nombreux traitements phytosanitaires rapprochés. Outre les interrogations que l'on peut avoir sur la rentabilité économique de telles entreprises dans un contexte où les aides directes ne pourraient être maintenues à leur niveau élevé actuel, on peut formuler des réserves quant à la viabilité écologique de telles pratiques sur des sols qui ne fixent pas les cations. Le lessivage est rapide et les éléments fertilisants risquent de se retrouver au niveau de la lentille d'eau douce.

Les défriches pour installer des pâturages améliorés sont très souvent réalisées de manière non appropriée dans la mesure où la couche superficielle des sols, riche en matière organique, est décapée en même temps que sont arrachés les arbres. Les pâturages améliorés paraissent éprouver des difficultés à s'implanter durablement du fait de la faiblesse des pratiques de gestion qui sont généralement associées à ces améliorations

pastorales. Le statut des éleveurs (notables, pluri-actifs...) paraît être un élément d'interprétation de modalités de gestion peu adaptées au niveau des investissements réalisés (parc à bétail, amélioration des pâtures, amélioration génétique des animaux...).

Le modèle technique appliqué en amélioration fourragère consiste à mettre en place des prairies de graminées pérennes sur défriche totale de forêt (*Chloris gayana*, *Setaria sphacelata*, *Cenchrus ciliaris*,...). Des tentatives d'association avec des légumineuses ont été faites pour pérenniser un mélange plus riche, notamment pour la saison sèche. Les essais menés actuellement ne semblent pas avoir apporté de résultats convaincants. Des arbres et arbustes existent dans les formations naturelles qui pourraient être conservés ou utilisés pour améliorer les pâturages, fournir de l'ombre aux animaux et compléter leur ration en saison sèche. On notera au passage que la forêt joue un rôle tampon par les pâturages et le micro-climat qu'elle fournit aux animaux en saison sèche.

Porcs, chèvres et bovins qui constituent les principaux élevages des îles participent peu actuellement à l'économie marchande ; leur fonction principale est liée à l'autoconsommation et à la coutume : abattages cérémoniels et offrandes aux chefs coutumiers. Ce sont évidemment des conditions de valorisation qui ne sont pas très favorables à l'amélioration génétique et à l'intensification qui se justifient mieux dans des systèmes d'élevage qui produisent pour vendre. Quelques opérations de développement en élevage porcin ou avicole visent à améliorer l'approvisionnement des marchés locaux dans une perspective d'autosuffisance des îles dans ces productions. Elles sont adaptées à un marché apparemment très étroit et l'exportation vers la Grande Terre paraît exclue.

Face à ce milieu fragile et parfois fragilisé par ces interventions techniques, des thèmes de recherche plus adaptés pourraient s'avérer utiles. C'est notamment le cas de la gestion de la matière organique au sens large, incluant le développement de pratiques agro-forestières et d'aménagements sylvo-pastoraux.

3. PROPOSITIONS

3.1. HYPOTHÈSES DE TRAVAIL ET THÉMATIQUE

Comme nous l'avons vu dans le diagnostic qui précède, les connaissances sur les systèmes de production mélanésien paraissent tout à fait insuffisantes pour envisager des actions de développement diversifiées. Il existe assez peu d'écrits et de capitalisation dans ce domaine et il a souvent fallu se contenter de recueillir des opinions. Or de l'avis général, la diversité est relativement grande malgré la modestie des effectifs humains concernés. Par ailleurs, les résultats des projets de développement économique sont relativement mitigés et les responsables du développement ont une très forte attente en la matière. Il serait important que le travail de recherche puisse fournir des éléments d'appréciation des raisons des succès et des échecs de ces projets en relation avec la dynamique sociale. L'étude devra donc prendre en compte l'ensemble des unités de production aidées par la Province ou non. Les réseaux sociaux qui pourraient servir de relais aux structures de développement sont également fort peu connus des services de la Province dont le mode d'intervention ne facilite

pas la mobilisation. Ces réseaux sont particulièrement actifs dans le district du Wetr à Lifou et leur action a des retombées opérationnelles qui sont loin d'être négligeables⁶.

De manière résumée, le travail qui sera engagé devra fournir des éléments de réponse aux interrogations suivantes qui émanent directement des commanditaires de cette étude :

- Comment caractériser la diversité, l'évolution et l'insertion dans l'économie marchande des systèmes de production mélanésien traditionnels dans la Province des Iles Loyauté ?
- Comment expliquer les échecs et les succès des projets agricoles soutenus par la Province ?
- Comment mieux intégrer les populations dans la conception et la mise en oeuvre de projets de développement ?

Dans un premier temps, un approfondissement du diagnostic en matière d'étude de la diversité des situations semble indispensable :

- * diversité entre les sociétés mélanésiennes des îles et celles de la Grande Terre
- * diversité entre les Iles Loyauté
- * diversité entre les tribus et entre les unités de production familiales d'une même tribu.

Au niveau des unités familiales de nombreux éléments sont en effet à prendre en compte pour asseoir une politique de développement rural : la demande sociale, l'histoire des familles, les projets des différents acteurs, les activités extérieures, la diversité des pratiques, la combinaison des activités au sein d'une même famille et au niveau de chaque individu et la gestion de cette poly-activité....

Une hypothèse de travail consiste donc d'abord à affirmer que la connaissance du milieu dans sa diversité paraît actuellement insuffisante pour faire des propositions adaptées à une demande sociale vraisemblablement diversifiée et dynamique.

Une seconde hypothèse concerne le décalage entre les pratiques des services du développement économique et les logiques des groupes sociaux, ce qui conduit à des situations très particulières en matière de transfert de technologie. Certains acteurs sont particulièrement privilégiés dans ce processus qui ne semble pas actuellement en mesure de bénéficier de dynamiques sociales parfois intéressantes.

⁶ Mise au point de pratiques agro-forestières, relance de la production de vanille, réflexion sur les pratiques de développement local...

3.2. ORIENTATIONS MÉTHODOLOGIQUES

Le choix de la **situation géographique de la recherche** a été discuté au cours de la mission. Il est apparu préférable dans un premier temps de concentrer les efforts sur l'île de Maré qui présente une double dynamique fondée sur la coexistence des systèmes "modernistes" avec des systèmes traditionnels qui sont relativement intégrés au marché. Mais cela est une hypothèse qui devra être vérifiée. En particulier, les réseaux sociaux sur Lifou paraissent porteurs de dynamiques de développement qu'il serait également intéressant d'analyser.

A ce stade de l'étude, il est possible de proposer de grandes lignes méthodologiques qui devront être précisées par le travail de recherche. De même, les outils utilisés pour mettre en oeuvre les méthodologies choisies devront être clairement définis dans le cadre d'un travail préparatoire.

Afin de répondre à la première interrogation, il convient d'engager un travail approfondi au niveau des tribus pour en appréhender la diversité. Ces enquêtes seront nécessairement situées à différents niveaux et pourront déboucher très schématiquement sur :

- une typologie des tribus à l'intérieur d'une île donnée, avec éventuellement des comparaisons de situations entre les îles,

- une typologie des unités de production sur la base d'enquêtes exhaustives faites dans un échantillon de tribus ; ces typologies prendront en compte non seulement les éléments structurels de ces exploitations (taille de la famille, système de production, etc.) mais aussi les trajectoires des familles concernées (histoire, projets...), et les stratégies des acteurs individuels. Cette typologie fournira la base pour choisir un certain nombre d'unités de production qui feront l'objet d'un suivi plus détaillé.

Cette étude devra également renseigner sur les besoins de ces unités de production en matière de développement. Il sera utile de présenter clairement les objectifs de l'étude de manière à ce que celle-ci puisse servir de révélateur de dynamiques originales et contribue à les faire émerger auprès des instances du développement.

La seconde interrogation implique de choisir un échantillon de projets (échecs et réussites) en fonction des résultats du diagnostic précédent qui aura également permis de mieux connaître les systèmes sociaux, politiques et économiques.

La troisième interrogation renvoie à l'étude des réseaux sociaux (associations socio-professionnelles, réseaux politiques, réseaux à caractère religieux, associations à caractère social...) et à leur implication dans des activités de développement. Des dynamiques existent qui sont pour l'instant peu prises en compte par les services du développement économique.

3.3. MONTAGE POSSIBLE

Le montage retenu au départ ne semble guère approprié pour conduire une recherche qui puisse apporter à la Province des Iles des éléments de réflexion et d'orientation en matière de politique de développement et de contenu technique des actions de développement qui sont la traduction opérationnelle de cette politique. Il serait donc utile de situer cette recherche dans la moyenne durée avec un montage qui garantisse la continuité de l'action. L'implication d'un chercheur doctorant permettrait cette continuité et la possibilité de l'implication des différents acteurs. En terme de profil et de compétences et compte tenu des très forts déterminants socio-économiques, les apports des sciences sociales et en particulier de la sociologie du développement paraissent souhaitables. Ce souhait est partagé par les techniciens qui opèrent sur les îles Loyauté.

Ces hypothèses ont été exposées au cours de la mission et discutées avec l'équipe du CIRAD et la Direction du Développement Economique qui est le commanditaire de cette recherche. Ces propositions ont été accueillies avec intérêt par nos interlocuteurs qui souhaitent que cette démarche puisse être mise en oeuvre.

Cette option impliquerait le ré-aménagement du budget et des actions prévues sur la période du contrat entre le CIRAD et la Province des Iles ce qui a été accepté dans son principe. On s'orienterait donc vers le choix d'un étudiant doctorant en sciences sociales pour lequel le budget d'opération serait établi à partir des tranches prévues pour les années 2 et 5 dans le montage initial.

Ce montage pourrait impliquer un étudiant en sciences sociales ce qui renforcerait les liaisons du CIRAD avec les équipes de recherche dans ces disciplines. On peut souligner l'intérêt d'un tel renforcement dans le cadre des recherches en Nouvelle-Calédonie où la compréhension des déterminants socio-économiques et culturels est encore assez peu avancée.

Par rapport aux commanditaires de cette étude, des documents de travail devront être produits après chaque séjour de terrain et des séances de restitution devront être organisées avec la Province. Ces documents d'étape et ces séances de travail devront apporter des éléments de réponse aux questions identifiées.

Sur place, des liaisons scientifiques pourraient être développées en particulier avec l'équipe de l'ORSTOM et au niveau du CIRAD, des articulations et des approches comparatives pourront être développées avec la Province Nord où un sociologue est en poste depuis le mois de novembre 1993. Des liaisons scientifiques pourraient également être développées avec l'Université du Pacifique Sud où fonctionne une formation de troisième cycle (DEA en anthropologie).

ELÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

Atlas de Nouvelle-Calédonie, 1989. Editions du Cagou, Hachette Calédonie.

Becquer T., Bourdon E., Nigotte W., 1993. Contribution à l'étude des sols de Maré : les sols du centre d'appui au développement agricole de Tawaïnèdre et Taodé. 1. Caractérisation morphologique et cartographie des épaisseurs de sols. ORSTOM, Centre de Nouméa, Agropédologie n°17, 37 pages.

Bensa A., 1990. L'identité kanak, questions d'ethnologie.

Berges J.M., Le Bel S., Robinet O., 1991. Etude de la filière caprine dans les Iles Loyauté. Etudes et synthèses, CIRAD-EMVT, 36 pages.

CIRAD, 1992. Programme amélioration des systèmes de culture vivriers de Nouvelle-Calédonie. Rapport 1991. CIRAD, Département cultures vivrières, 38 pages.

CIRAD, 1993. Programme cultures vivrières. Rapport 1992. CIRAD, Département cultures vivrières.

Corniaux C., 1993. L'élevage traditionnel du porc à Maré : description et perspectives. Document de travail.

Dubois M.J., 1971. Ethnobotanique de Maré, Iles Loyauté (Nouvelle-Calédonie). JATBA, T. XVIII, n°7-8, Juil.-Août 1971, 222-273.

Dubois M.J., 1984. Gens de Maré, Nouvelle-Calédonie. Editions Anthropos.

Fagot Dr., 1949. Relations familiales et coutumières entre les trois îles Loyauté et en particulier entre leurs chefferies. Etudes mélanésiennes, n°4, 1949.

François E., 1992. Une analyse de la mise en oeuvre de nouvelles compétences provinciales en matière de développement économique en Nouvelle Calédonie : le cas des pêches maritimes aux Iles Loyauté de 1989 à 1992. Diplôme d'études appliquées, Université française du Pacifique, sous la direction de Paul de Deckker, février 1993.

Guiart J., 1952. Les origines de la population d'Ouvéa (Loyalty), Etudes mélanésiennes, n°6, septembre 1952.

Guiart J., 1952. L'organisation sociale et politique traditionnelle à Maré (Iles loyalty). ORSTOM, Institut français d'Océanie, 45 pages.

Howe K.R., 1977. Les îles Loyauté. Histoire des contacts culturels de 1840 à 1900. Publications de la Société d'Etudes historiques de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa, n°19, édition française de 1978, traduction de G. Pisier.

ITSEE, 1989. Recensement de la Population, Inventaire tribal, province des Iles Loyauté.

- Jaffré T., 1990. Les jachères sur l'île de Lifou. Document ORSTOM Nouméa.
- Latham M., Mercky P., 1983. Etude des sols des îles Loyauté. Carte pédologique et carte d'aptitude culturale et forestière au 1:200 000. ORSTOM, Notice explicative n°99.
- Leblic I., 1988. Les communautés de pêcheurs kanaks et le développement de la pêche en Nouvelle-Calédonie. Communication au colloque d'Esbjerg (Danemark), Août 1988, Multigr. 21 pages et annexes.
- Leblic I., 1989. Pêche, clans pêcheurs et développement en Nouvelle-Calédonie. Communication au symposium international "La recherche face à la pêche artisanale" organisé par l'Orstom et l'Ifremer du 3 au 7 juillet 1989 à Montpellier.
- Leblic I., 1993. Les kanak face au développement : la voie étroite. PUG.
- Manciot R., 1979. Etude technique et socio-économique de la cocoteraie calédonienne, propositions d'intervention. IRHO, 70 pages + annexes.
- Mathieu J.L., 1989. La Nouvelle-Calédonie. Collection "Que sais-je ?" Presses Universitaires de France.
- Mercoiret M.R., Pichot J., 1991. Mission d'identification du centre de recherche Province-Nord, Nouvelle-Calédonie. CIRAD, Janvier 1991, DSA n° 1991/9
- Mwa Vee, ADCK, Revue culturelle Kanak, n°1, 62 pages.
- Naisseline H., 1952. Notes sur l'organisation sociale du district de Nece (Maré). Etudes mélanésiennes, n°6, septembre 1952.
- ORSTOM, 1991. Atlas de Nouvelle-Calédonie.
- Pillon P., 1985. Unités domestiques et unités économiques en Nouvelle-Calédonie. ORSTOM, Nouméa, multigr. 9 pages.
- Province des Iles Loyauté, 1992. Colloque sur le développement des Iles Loyauté, Hapétra, Lifou, 21-22 mai 1992, 88 pages.
- Recensement général de l'agriculture (RGA), 1991.
- Région des Iles Loyauté, 1987. Etats généraux du développement 23-24-25 Avril 1987, Rapport des travaux.
- Région des Iles Loyauté, 1987. Etude de faisabilité d'une structure de collecte, transformation et commercialisation des produits agricoles des Iles Loyauté. Décembre 1987, 45 pages.
- Région des Iles Loyauté, 1986. Pour un développement intégré des Iles Loyauté. SEDES, décembre 1986.

Rocheteau G., 1970. Comptes économiques d'Ouvéa (Iles Loyauté), Année 1964. Journal de la Société des Océanistes, tome XXVI, Septembre 1970.

Robinet O., 1993. Rapport sur l'élevage avicole dans les Iles Loyauté. Perspectives d'évolution. Rapport à l'Assemblée de Province.

Robinet O., 1993. Rapport sur l'élevage bovin dans les Iles Loyauté. Perspectives d'évolution. Rapport à l'Assemblée de Province.

Robinet O., 1993. Rapport sur l'élevage porcin dans les Iles Loyauté. Perspectives d'évolution. Rapport à l'Assemblée de Province.

Saussol A., 1987. De l'aire clanique à la terre canaque : coutume et revendication nationale en Nouvelle-Calédonie. Tropiques lieux et liens, ORSTOM.

Teulières-Preston M.-H., Leblic I., 1987. Systèmes techniques et sociaux d'exploitation traditionnelle des ressources marines des pêcheurs du nord et du sud de la Calédonie. Rapport pour les appels d'offre 1983 et 1984 de la mission du patrimoine ethnologique, Ministère de la culture, 549 pages.

Tissier J., 1990. Les kanak, l'agriculture et le développement.

Trolue F., 1993. Le foncier peut-il concilier la culture et la modernité In Mwa Vee, n°1.

ANNEXES

1. Termes de références de l'étude
2. Calendrier et personnalités rencontrées
3. Cartes

ANNEXE 1 : Termes de références de l'étude

NOUVELLE-CALEDONIE



Centre
de coopération
internationale
en recherche
agronomique
pour le
développement

Direction de
Nouvelle - Calédonie

Mandat de Gestion
Convention Cadre
du 2/9/1991

Département
Elevage

PROVINCE ILES**CONTRATS DE DEVELOPPEMENT****1993-1997**

ACTIONS EN MATIERE D'AGRO-ECOSYSTEMES

PORT LAGUERRE
S.P. 186 NOUMEA
Nouvelle-Calédonie
Téléphone : 35.33.85
35.32.23
Télécopie : 35.32.23

Mars 1993

APPROCHE GLOBALE DE L'AGRO-ECOSYSTEME

PAR L'ANALYSE DES PRATIQUES

DES AGRICULTEURS

OBJECTIFS GENERAUX

Il s'agit d'analyser dans le cadre de ce projet les relations entre les activités agricoles des îles et l'environnement au sens large : éco-système, milieu socio-économique,... C'est un problème complexe de nature systémique comme l'ont bien montré nos collègues de l'INRA-SAD lors d'une étude comparable, dans la région de Vittel (cf. BROSSIER et DEFFONTAINE, 1988).

Les différentes composantes techniques du programme envisagé concernent :

- les systèmes d'élevage (petits ruminants, porcs et volailles), l'agropastoralisme et la foresterie.
- les systèmes de culture à base de production vivrière et la mécanisation des cultures.

Parallèlement à ces composantes techniques, il sera nécessaire de développer une approche plus centrée sur les producteurs et sur l'analyse des pratiques qu'ils mettent en oeuvre.

PROGRAMME MIS EN OEUVRE, METHODOLOGIE

L'approche systémique envisagée sera centrée sur les acteurs, dans leur diversité, et sur les conséquences de leur activité agricole sur l'environnement écologique et économique. Elle visera à comprendre le fonctionnement des exploitations, les logiques de prise de décision et les projets de ces acteurs, dans le cadre de leur organisation sociale actuelle et en fonction des évolutions socio-politiques en cours. Elle s'intéressera en particulier aux pratiques de cultures et d'élevage dans leur diversité, leurs fondements et leurs effets sur le milieu.

Ce programme de recherche est par nature inter-disciplinaire et sa réussite est liée à une bonne coordination de ses différents volets. D'autre part, une collaboration étroite avec les structures de développement locales est également nécessaire.

Deux démarches coordonnées nous semblent donc devoir être privilégiées dans cette analyse des relations qui s'établissent sur un territoire donné entre les activités agricoles et l'environnement au sens large (milieu socio-économique, éco-système).

- Une étude des processus biotechniques qui caractérisent ces relations. Cet aspect est l'objet des approches plus techniques envisagées sur les productions animales et végétales.

- Une analyse des logiques d'intervention et des prises de décision des acteurs qui visent à expliquer les pratiques actuelles. Dans un premier temps, on s'attachera à décrire et caractériser la diversité des systèmes de production et des pratiques. Cette analyse permettra, dans un deuxième temps, de guider les évolutions techniques et l'introduction des innovations.

Un groupe d'exploitations sera sélectionné selon leur caractère représentatif du milieu et selon leur intérêt en fonction de la problématique du projet. Ces exploitations seront suivies régulièrement avec un enregistrement de différentes données quantitatives et qualitatives. L'étude pourra profiter des différents réseaux d'exploitations agricoles déjà en place (réseau vivrier, réseau élevage) et régulièrement suivies par les équipes CIRAD et Province des Iles. Au moins deux îles de la Province devront être concernées par l'étude.

L'étude des processus bio-techniques pourra être abordée à travers les informations collectées dans le cadre des réseaux d'exploitation. En ce qui concerne l'analyse des pratiques des agriculteurs, une approche plus approfondie devra être mise en oeuvre en se basant sur une "immersion" assez profonde dans le milieu. Une méthodologie et un calendrier plus détaillés seront mis au point au cours d'une mission de deux spécialistes du CIRAD.

CALENDRIER. FINANCEMENT

Un projet de ce type doit se poursuivre sur une période assez longue (5 ans) pour pouvoir analyser les pratiques mises en oeuvre et pouvoir juger de leurs effets ainsi que de l'évolution des systèmes de production.

L'année 1 sera consacrée à la mise en place du projet et au choix (et éventuellement l'élaboration) des outils méthodologiques. Une mission de 3 à 4 semaines est programmée pour 2 chercheurs seniors du CIRAD (un sociologue et un agronome système).

Outre l'encadrement scientifique et la coordination assurés par une équipe pluridisciplinaire de chercheurs CIRAD (cf. infra), le travail d'enquêtes et de suivis sur le terrain sera réalisé par des stagiaires spécialisés dans l'étude des systèmes de production agricole (année 2). Il pourrait s'agir de stagiaires issus de formations CNEARC (Montpellier) ou éventuellement d'universitaires.

En année 3 et 4, le travail initié par les stagiaires sera poursuivi par les techniciens travaillant dans les exploitations du réseau.

L'année 5 sera consacrée à un bilan des opérations avec une seconde mission des chercheurs seniors CIRAD de Métropole.

EQUIPE SCIENTIFIQUE

Coordonnateur : M. SALAS, Vétro - Zootechnicien système CIRAD-EMVT/N-C

- C. CORNIAUX, Agronome nutritionniste, CIRAD-EMVT/N-C
- P. DALY, Agronome maraîchage, CIRAD-CA/N-C
- D. DULIEU, Agropastoraliste, CIRAD-EMVT/N-C
- R. NASI, Forestier, CIRAD-FORET/N-C
- Ph. VERNIER, Agronome système, CIRAD-CA/N-C

- M.R. MERCOIRET, Sociologique, CIRAD-SAR (Mission Métropole)
- P. LHOSTE, Agronome système, CIRAD-EMVT (Mission Métropole)

ANNEE	1	2	3	4	5	TOTAL
Personnel (salaire, loyer)	-	1	-	-	-	1
Fonctionnement (déplacement, missions, mat. de suivi, ...)	3	2	-	-	3	8
TOTAL	3	3	-	-	3	9

(en millions F.CFP)

ANNEXE 2 : Calendrier et personnalités rencontrées

- 07/11/93 Départ de Montpellier pour Paris (vol Air Inter) et Nouméa (vol Air France)
- 09/11 Arrivée à Nouméa, accueil par Dominique DULIEU.
Réunion d'introduction à la mission en P.I.L. à Port Laguerre avec les principaux interlocuteurs du CIRAD (C. Calvez, M. Bianchi, J.P. Danflous, D.Dulieu, M. Salas, ... (+ P.-M. Bosc & Ph. Lhoste)
- Coordination de la mission par Michel Salas (EMVT, Port Laguerre) et Christian Corniaux (Ile de Maré).
- 10/11 Nouméa : bibliographie à l'ORSTOM & Bernard BONZON (agro-pédologie) et divers contacts.
Départ à OUVEA
Accueil et pilotage par Jack WADRAWANE (Service de développement économique de la P.I.L., en poste à Ouvéa) et Jean-Paul DANFLOUS (CIRAD-SAR).
- Visite d'OUVEA du 10 au 12 novembre :**
- * Visite de l'huilerie de coprah, coopérative de producteurs de toutes les tribus de l'île et entretien avec le directeur de l'huilerie
 - * Jean-Baptiste NAOUMO, liaison avec les projets (P.I.L.),
 - * Laurent HAYET, Maison familiale et rurale (MFR),
- 11/11 * Grand-Chef NEKELO à Takeji,
* Philippe OUCKEWENE Technicien agricole cocotier (P.I.L.),
* Gabriel TAREOU, Producteur de coprah et petit éleveur,
* Achille MEAOU à Muli (Sud d'Ouvéa)
* Elevage de chèvres de Samuel GONI (en l'absence du propriétaire), à Muli,
* Tom TCHACKO, Mission locale d'insertion.
- 12/11 Départ d'Ouvéa pour Maré
- Visite de Maré du 12 au 16 novembre :**
- * Accueil par Christian CORNIAUX, CIRAD-EMVT,
 - * Balala WADROBERT, éleveur bovin à Wabao,
 - * Noréné WAREKAICANE, maraîchage et verger, à Medu.
- 13/11 * Sylvain URENE, pépiniériste à Padawa,
* Waya WAYARIDRI, verger et maraîchage, à Wamethu,
- 14/11 * Abraham MANANE, notable retraité à Nécé (Guahma),
* Elevage d'André WIAKO à Kaewatine

- 15/11 * J.-F. NOSMAS, agronome du Service de Développement économique de la P.I.L. à Maré,
 * Olivier HOUDARD, technicien au CIRAD,
 * Jean WAHEO, Mission locale à Maré,
 * Siwa PAPACH, CFPPA
- 16/11 * Guillaume PUJOL, enseignant ALEP,
 * Honoré BEARUNES, producteur à Penelo,
 * Centre de Taiwanedre (CIRAD/SDE),
- 17/11 Retour à Nouméa
 * Concertation à Port Laguerre avec l'équipe CIRAD (Sud et Nord),
- 18/11 * Denis RABIET, ancien technicien agricole de Maré, ADRAF
 * Isabelle LEYRAUT, secrétariat général du Territoire,
- 19/11 *Départ pour Lifou

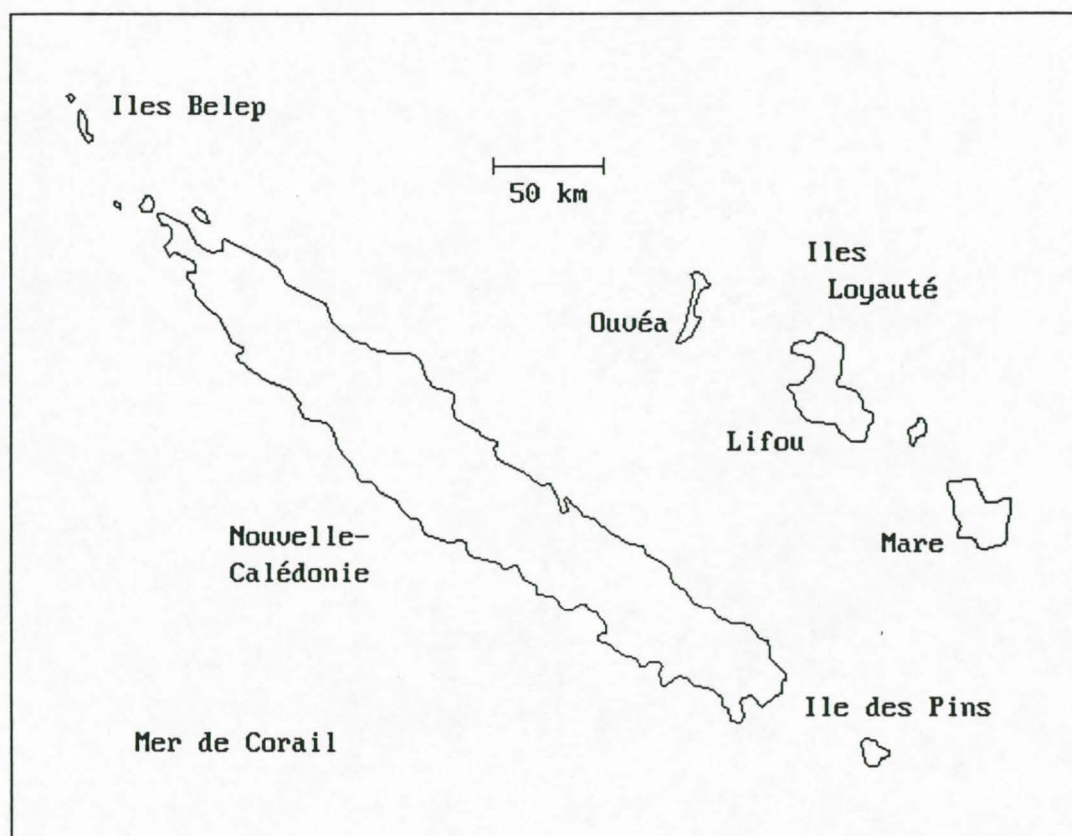
Visite de Lifou du 19 au 22 novembre :

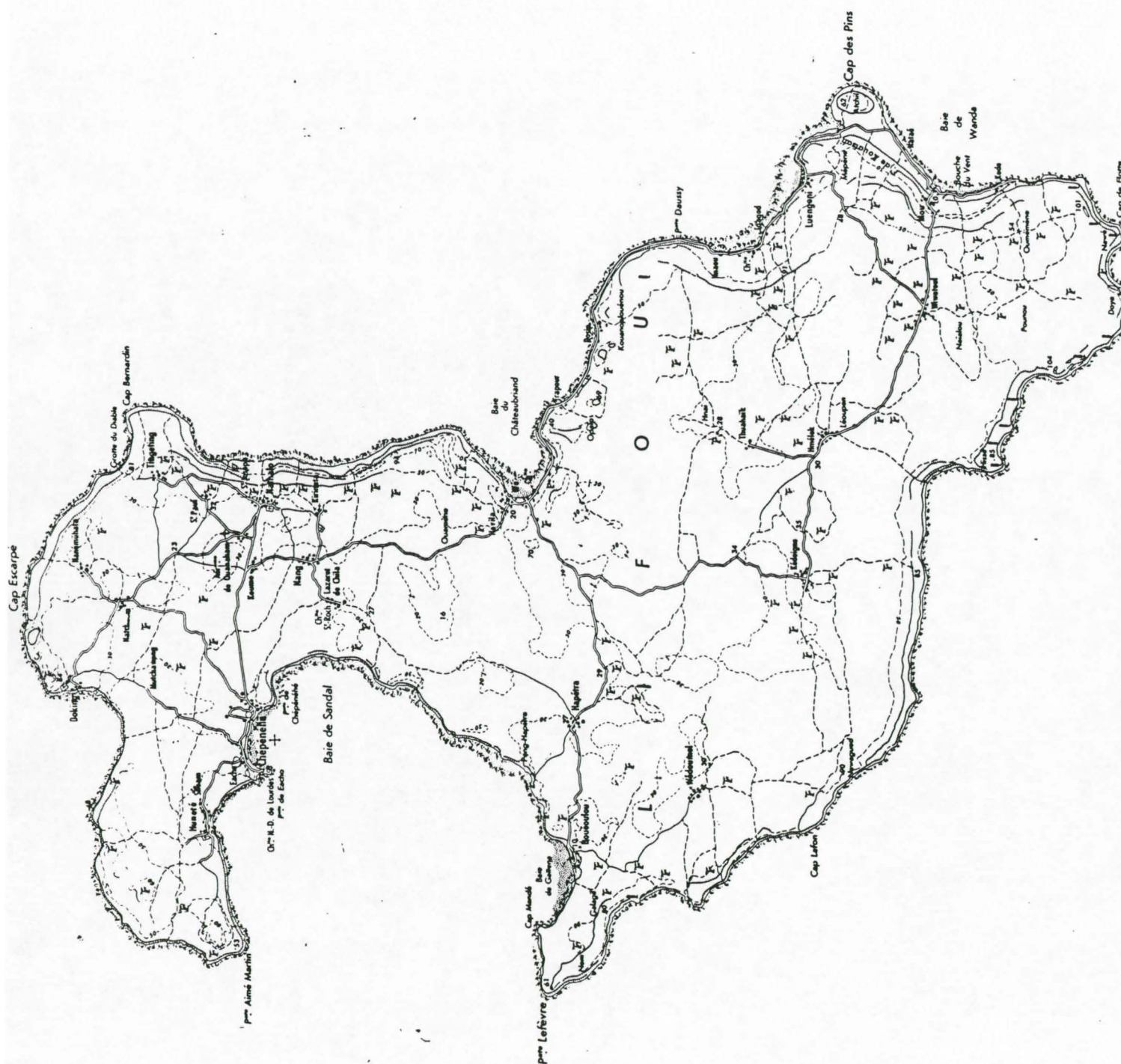
- * Accueil par Olivier Robinet
 * WAIA BOLE Felix, producteur de vanille à Mucaweng,
 * Xavier SAGEL, aviculteur à Easho,
 * HMANA WACAPO, éleveur porcin à Nang,
 * SAOME Paolo, agriculteur en irrigué et éleveur de bovins à Cila,
 * Damien BURRUS, Directeur du service de développement économique de la P.I.L.
- 20/11 * KAPUA WASSISSI, agriculteur, producteur d'ignames et Président de la coopérative ne DREHU à We,
 * Victor HIAGE, Président du développement de l'église évangéliste, association TECARE,
 * Canemez IPRAKALU, pêcheur à Peng, Hapetra
- 22/11 * M. NGAZO, Mission locale,
 * Paul SIHAZE, Grand Chef du Wetr, à Hnatalo,
 * Makat WEHENOUA, maire de Lifou,
 * Service de Développement économique de la P.I.L.:
 Pascal HEMAR, agronome,
 Charles WASHETINE, formation,
 Denise CAKATR, mission provinciale aux droits de la femme,
 Bruno JEAN, informatique,
 Damien BURRUS, directeur du SDE.
- 23/11 Nouméa : bibliographie, ORSTOM (Patrick PILLON, Sciences humaines et T. JAFFRE, botanique) et divers contacts (Ph. Vernier, CIRAD-CA, de DIVONNE, Province Nord,...)

24/11 Réunion finale et restitution de la mission à Port Laguerre' en présence de l'équipe du CIRAD (Ch. CORNIAUX, EMVT / J.-P. DANFLOUS, SAR / M. DJAMA, SAR / D. DULIEU, EMVT / S. LE BEL / S. MERCKY, EMVT / M. SALAS, EMVT / J.-M. SARAILH, Forêt / Ph. VERNIER, CA) et de 2 interlocuteurs de la province des îles Loyauté (Jean-François NOSMAS et Olivier ROBINET)

Départ de Nouméa pour Paris (vol AF),

25/11 Retour à Montpellier (vol air Inter).

ANNEXE 3 : Cartes**Les Iles Loyauté en Nouvelle-Calédonie**



L'île de Maré

36

